

Voter contre soi-même

par Stéphane Foucart

Blendecques (Pas-de-Calais) a été l'épicentre des inondations qui ont frappé le nord de la France tout au long de l'automne et de l'hiver 2023-2024. La petite ville a aussi été l'épicentre d'un paradoxe. Alors que ses habitants ont fait de première main l'expérience éprouvante des effets conjugués du réchauffement et d'un aménagement du territoire désastreux, ils ont massivement voté pour le Rassemblement national (RN) – le parti le plus « écolosceptique » de l'échiquier politique – aux élections européennes. Dans le même temps, le score des partis portant la question environnementale s'est complètement effondré.

Mi-juin, mon collègue Stéphane Mandard est allé promener son calepin et son stylo à Blendecques, et il a fait les comptes : la liste écologiste y avait rassemblé 7,1 % des suffrages en 2019, et seulement 1,7 % le 9 juin. Soit moins que l'Alliance rurale (2,5 %), moins que le Parti animaliste (2,2 %) et moins que les bulletins nuls (2,5 %) et blancs (2,2 %). Et beaucoup moins que le RN, qui caracole à 50,7 %. Des témoignages recueillis sur place, il sourd un sentiment de fatalité et d'abandon, et une colère étrangement retournée contre « les écolos ».

« Dans le quartier », dit une habitante, *tout le monde est en colère contre ces écolos qui préfèrent sauver les grenouilles plutôt que les maisons en interdisant les curages pendant les périodes de reproduction.* » On voit là le succès d'un élément de langage martelé depuis des semaines par Xavier Bertrand, le président (Les Républicains) de la région, qui est parvenu à renverser le stigmate pour faire des « écolos » les responsables des inondations qui ont épuisé des milliers de foyers du Pas-de-Calais pendant des mois.

Crise de l'intelligibilité

En réalité, les épisodes de submersion qui se sont succédé dans la région ont moins à voir avec le curage des fossés et la protection des batraciens qu'avec les politiques publiques conduites depuis des décennies : le taux de bétonisation des sols est ainsi très élevé dans le Nord (22 %) et le Pas-de-Calais (15 %), par rapport à la moyenne nationale (10 %). C'est aussi dans le nord de la France que l'industrialisation de l'agriculture a contribué le plus fortement à l'agrandissement des parcelles, à l'arrachage des haies, à l'arasement des talus, à l'imperméabilisation des terres arables abîmées par un demi-siècle de pesticides, en bref à tout ce qui contribue à rendre les paysages de moins en moins résilients aux précipitations extrêmes renforcées par le changement climatique.

Le RN assume de poursuivre et de renforcer tout ce qui a contribué à inonder les maisons de Blendecques, mais rien ne semble pouvoir rendre ce constat audible dans la conversation publique. Les éléments de langage du camp conservateur dominant les discours, s'imposent, et effacent du paysage des liens de causalité pourtant simples. Il est certain que poursuivre l'artificialisation des sols et l'industrialisation de l'agriculture, dans un monde où les fortes pluies seront de plus en plus fréquentes, va mécaniquement élever les risques d'inondation.

Voter contre soi-même, voter pour la poursuite et l'approfondissement des causes dont on vient douloureusement d'éprouver les effets : il y a là la manifestation d'une sorte de crise de l'intelligibilité du monde, ou plus exactement d'une crise de la perception des chaînes causales. Ce que suggère le vote de Blendecques à propos d'environnement pourrait d'ailleurs être étendu à bien d'autres situations. Les difficultés d'accès aux services publics et au système de soins, par exemple, sont l'un des ressorts du vote pour l'extrême droite, mais comment tiendraient les hôpitaux publics, les maisons de santé et les Ehpad sans ces médecins, ces aides-soignants et ces infirmiers étrangers, que le RN veut discriminer et offrir à la vindicte raciste ?

Endiguer le mensonge

Des travaux d'épidémiologie conduits en France et aux Etats-Unis suggèrent que les épreuves de la vie, et en particulier les maladies chroniques, alimentent un ressentiment qui nourrit les populismes d'extrême droite. Il est plausible que la détresse provoquée par les calamités environnementales à répétition produise le même genre d'effet. Or, l'ultradroite n'a d'autre intérêt que de laisser s'enkyster les maux sur lesquels elle prospère.

Comment lutter contre l'enclenchement de ces cercles vicieux et continuer de faire vivre la démocratie ? Une réponse a été proposée par Emmanuel Macron avec les conventions citoyennes, sur le modèle de celle sur le climat. Sur les sujets complexes, en articulant avec l'expertise de nouvelles formes de représentation, et en faisant vivre loin des réseaux sociaux et dans l'espace non bollorisé de la convention un débat rationnel et informé, il est possible de remettre les citoyens face aux conséquences prévisibles de leurs décisions. Et, peut-être, de faire qu'ils cessent de voter contre eux-mêmes. Dans cette ambiance crépusculaire où l'extinction du macronisme pourrait coïncider avec la fin de la Ve République, la question d'intégrer de tels dispositifs dans l'édifice institutionnel d'un nouveau régime devrait être posée.

Ce ne serait finalement rien d'autre qu'un instrument d'endiguement du mensonge, qui a tant colonisé l'espace public que les constats du passé le plus sombre semblent d'une étrange actualité. « *On n'a jamais menti autant que de nos jours. Ni menti d'une manière aussi éhontée, systématique et constante (...),* disait en son temps Alexandre Koyré. *Jour par jour, heure par heure, minute par minute, des flots de mensonges se déversent sur le monde. La parole, l'écrit, le journal, la radio... tout le progrès technique est mis au service du mensonge.* » L'historien des sciences franco-russe écrivait ces mots depuis son refuge de New York, en janvier 1943.